

France : l'OCDE voit croissance à la baisse et chômage en hausse

L'OCDE a révisé à la baisse sa prévision de croissance pour la France en 2013, à 0,1 % contre 0,3 % dans une précédente estimation, et table toujours sur une progression de 1,3 % de l'économie française l'an prochain, selon un rapport publié mardi 19 mars. Avec cette reprise très progressive, le chômage devrait continuer d'augmenter au cours des prochains mois puis « *se stabiliser fin 2013* » autour de 11,25 %, affirme l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE).

Elle table sur un taux de chômage moyen de 11 % de la population active cette année et de 11,2 % en 2014. D'après ses prévisions, le déficit public s'établirait à 3,5 % du produit intérieur brut (PIB) cette année et ne reviendrait qu'en 2014, avec un an de retard par rapport aux engagements de la France, à 3 %, le plafond autorisé par les traités européens. La dette publique continuerait, elle, de grimper, passant de 91,3 % du PIB en 2012 à 96,1 % en 2014, selon l'OCDE. Le gouvernement français espérait la faire refluer à compter de l'an prochain, mais va revoir ses prévisions d'ici à la mi-avril.

Malgré ce dérapage, l'organisation ne recommande pas au gouvernement de prendre de nouvelles mesures de rigueur. Si l'OCDE indique qu'« *il convient de laisser les stabilisateurs automatiques jouer à plein* », avec des dépenses sociales élevées en raison de la flambée du chômage et des recettes fiscales faibles pour cause d'activité atone, « *au prix de déficits publics plus élevés qu'envisagé* », l'organisation appelle à la prudence.

« *Il faut toutefois rester vigilant quant aux répercussions que pourrait avoir le dérapage du déficit* » sur « *la crédibilité de la politique budgétaire* », prévient l'OCDE. Selon l'organisation, la poursuite de réformes structurelles « *permettrait de minimiser les risques* ». « *Le calendrier politique offre une occasion unique de mettre en oeuvre une stratégie ambitieuse de réformes permettant d'accroître l'efficacité et de réduire le coût des politiques publiques* », insiste le club des pays riches. Les récentes mesures en faveur de la compétitivité et sur le marché du travail « *constituent des signaux encourageants* » à ses yeux.

Le rapport est à consulter dans notre base « Ressources », rubrique Institutions internationales, OCDE, Rapports.